

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL DU MARDI 28/01/2020

Alors que le gouvernement s'entête à poursuivre la mise en œuvre du projet libéral de destruction du modèle social avec le **projet de réforme des retraites** et la **remise en cause des Services Publics**, force est de constater que la DGFIP et ses personnels sont depuis des années au cœur de cette cible idéologique. Soumis à de nombreuses restructurations, à des vagues successives de suppressions d'emplois (25000 depuis sa création), à un management contraignant et à une hausse de la charge de travail, les agents des Finances Publiques subissent une dégradation alarmante et continue de leurs conditions de travail.

Depuis le 5 décembre dernier, le mouvement social **contre le projet de la réforme des retraites** se poursuit avec le soutien de la population. Parallèlement à ces actions, le gouvernement reste sur sa ligne de conduite à vouloir imposer une réforme globale injuste. Il met en avant l'enjeu du financement, estimant que seule sa réforme permettrait de « sauver le système actuel ».

Pour **Solidaires Finances Publiques** d'autres choix sont possibles pour pérenniser notre système par répartition. Quelques pistes ont d'ailleurs été évoquées par certains économistes de renom, à savoir l'abandon des niches sociales évaluées à 90 milliards d'euros qui ne répondent en aucun cas à leurs objectifs initiaux (CICE par exemple), mais, également, en augmentant les salaires et en mettant fin aux inégalités salariales entre les femmes et les hommes et enfin en luttant de façon efficace contre la fraude et l'évasion fiscales (80 milliards d'euros). Ce manque de recettes contribue à un affaiblissement du financement de la protection sociale et des pensions de fonctionnaires.

Concernant le **Nouveau Réseau de Proximité**, nos Ministres nous imposent une profonde refonte de notre réseau territorial qui se traduira par de nombreuses suppressions et transferts de services et missions vers d'autres opérateurs publics et de plus en plus fréquemment privés (les buralistes, la poste). Il en résulterait une contraction brutale et inédite de la présence territoriale de la DGFIP alors que les besoins, compte tenu de la hausse de la charge de travail, sont importants en termes d'accueil, de lutte contre la fraude fiscale ou de gestion des collectivités locales. Parallèlement à ces réformes, le pouvoir politique engage une remise en cause inédite des principes, du statut et de l'organisation de la Fonction Publique.

Dans le cadre de ce Comité Technique Local, nous aborderons avec le point n°2 la fusion des SPF de l'Aveyron. Aussi, permettez-nous, Monsieur DEFAYS, de dénoncer cette énième réforme de structure. La Direction Générale justifie ce chantier majeur par l'allongement des délais de publication. **Notre organisation n'a de cesse de répéter** que la suppression massive d'emplois dans ces services, la déperdition des connaissances en procédant à des fusions des services, le manque de formation « métier » organisée en présentiel, la dématérialisation qui n'est pas toujours correctement utilisée par les études notariales, conduiraient à une détérioration du fichier immobilier. Au lieu d'appréhender la problématique par le manque criant de moyens face à l'ampleur des tâches dévolues aux SPF, la DG préfère donner l'illusion qu'un saupoudrage de travail à distance serait la solution idoine. **Les expérimentations ont pourtant démontré que cela entraînerait un travail du clic des plus inintéressants et conduirait à une nouvelle organisation purement quantitatif plutôt qu'à une expertise des actes.**

Solidaires Finances Publiques dénonce l'idéologie restrictive consistant à ne jauger de la performance des politiques publiques que sous leur angle budgétaire **sans tenir compte de la qualité du service rendu à l'utilisateur et encore moins des conditions de travail des personnels.**